



# LUMIÈRES TURQUOISES

## Turquie, Azerbaïdjan, Géorgie

Une publication du SER d'Ankara  
Décembre 2023

### Sommaire

Turquie : Un début de normalisation de la politique monétaire qui rassure pour le moment les marchés.....2

Turquie : Projet de « hub gazier » turc : une future plaque tournante du gaz russe vers l'Europe?.....6

Turquie : Avec un plan économique à moyen terme, un cap est fixé.....10

Turquie : Commerce bilatéral record sur les 10 premiers mois de 2023.....13

Azerbaïdjan : La coopération russo-azerbaïdjanaise, une intensification des échanges qui profite d'abord à la Russie.....15

Azerbaïdjan : La Banque mondiale invite l'Azerbaïdjan à accélérer ses efforts en matière de décarbonation.....18

Géorgie : La Géorgie et le Middle Corridor.....20

### EDITORIAL

Ce numéro des Lumières turquoises revient sur plusieurs faits marquants des économies de la Turquie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie en 2023.

En Turquie, l'année aura été marquée par les terribles tremblements de terre dans le sud-est en février et les élections générales de mai. La nouvelle équipe économique nommée par le président réélu a entamé un changement de cap après plusieurs années d'une politique économique hétérodoxe, aux effets délétères sur les grands équilibres économiques. Si la normalisation de la politique monétaire observée depuis lors est saluée par les marchés (p. 2), des réformes structurelles doivent encore être mises en œuvre pour que soient atteints les objectifs fixés dans le plan moyen-terme (p. 10). Malgré cette année agitée, les échanges commerciaux avec la France pourraient atteindre cette année un nouveau record, après celui de 20 Mds EUR enregistré en 2022 (p. 13).

Les bouleversements perceptibles dès le déclenchement de la guerre d'agression de l'Ukraine par la Russie se sont poursuivis en 2023. La Turquie se rêve toujours en hub gazier, projet vu par Moscou comme une opportunité pour développer ses exportations énergétiques vers l'Europe (p. 6). Les échanges commerciaux de la Russie avec l'Azerbaïdjan se sont intensifiés, principalement au profit de la Russie (p. 15). Enfin, la Géorgie, dont le statut de candidat officiel à l'adhésion à l'UE a été accordé il y a quelques jours, souhaiterait développer ses infrastructures pour profiter de la redirection des flux commerciaux entre l'Asie et l'Europe depuis le début de la guerre (p. 20).

L'année 2024 sera quant à elle au moins marquée par de nombreuses échéances électorales dans la région : élections présidentielles en février en Azerbaïdjan, élections municipales en mars en Turquie, élections législatives en Géorgie. 2024 verra également l'organisation de la COP 29 à Bakou en novembre, alors que l'Azerbaïdjan doit entamer des efforts importants pour décarboner son économie (p. 18).

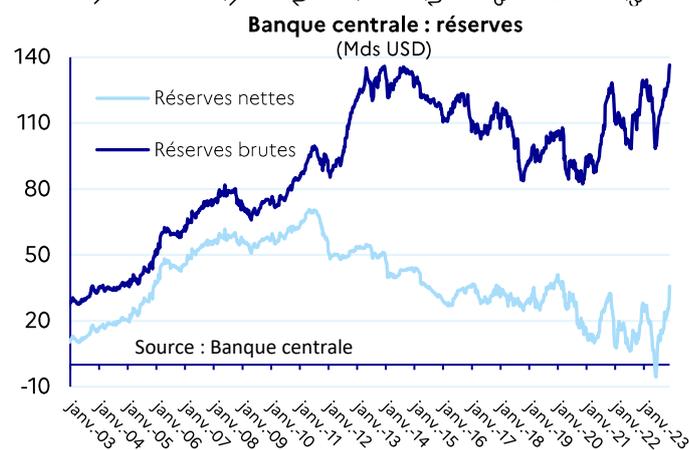
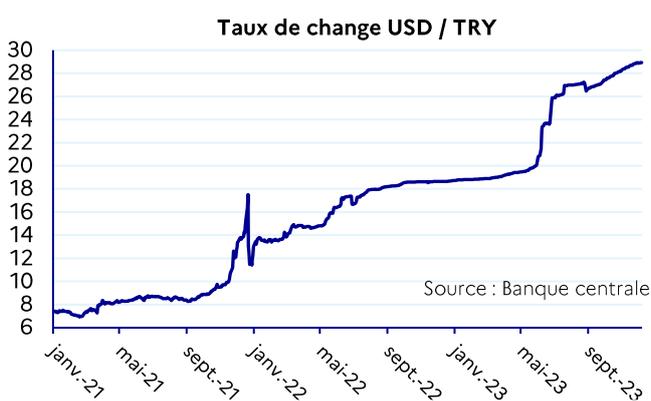
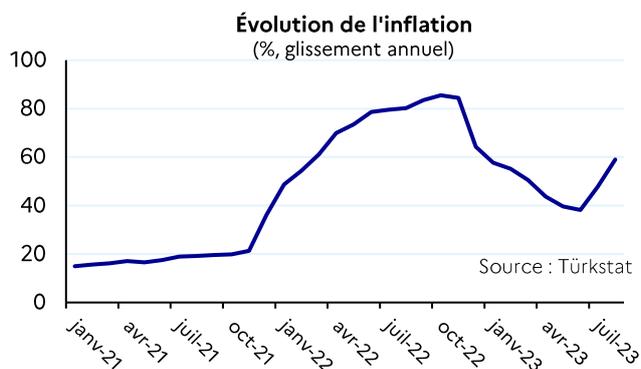
# Turquie : Un début de normalisation de la politique monétaire qui rassure pour le moment les marchés

Alors que le président Erdoğan défendait encore jusqu'à l'entre-deux-tours une théorie économique hétérodoxe (selon laquelle en particulier l'inflation serait maîtrisée par une baisse des taux d'intérêts), un revirement a été entamé en juin, avec la nomination de Mehmet Şimşek au ministère du Trésor et des Finances et de Hafize Gaye Erkan à la Banque centrale (TCMB). Ce revirement s'est manifesté par une limitation des interventions de TCMB sur le marché des changes, plusieurs hausses du taux directeur, une restriction du crédit aux particuliers et un début de sortie des comptes KKM. Malgré ces orientations, le taux d'intérêt réel stagne du fait du rebond de l'inflation. Celle-ci ne devrait pas retrouver un niveau modéré avant plusieurs mois voire années selon le gouvernement. Ce virage orthodoxe est cependant bien reçu par les investisseurs étrangers, dont la perception du risque pays a évolué favorablement.

❖ Avec la nouvelle équipe du président, un début de normalisation de la politique économique

La croissance économique des dernières années (+11,4 % en 2021 ; +5,2 % en 2022) a été stimulée par une politique monétaire très accommodante ayant conduit à d'importants déséquilibres. La stratégie de taux d'intérêt très bas (de 19,0 % en août 2021 à 8,5 % en février 2023) a entraîné (i) une dépréciation de la livre (-33,1 % face au dollar entre début 2022 et les élections de mai, après -43,8 % en 2021); (ii) une hausse des prix à la consommation (64,3% en 2022, avec un pic à 85,5 % en octobre) ; (iii) un creusement du déficit courant (48,8 Mds USD en 2022 ; 36,8 Mds USD au S1 2023); (iv) une déplétion massive des réserves (les réserves nettes de la TCMB sont passées en territoire négatif à l'approche des élections) mises à contribution pour éviter une chute trop importante de la livre.

Au lendemain de sa réélection fin mai, le président Erdoğan a nommé une nouvelle équipe au ministère du Trésor et des Finances et à la Banque centrale, qui a entamé un changement de politique monétaire dans le but de redresser les équilibres macroéconomiques. La TCMB a ainsi interrompu ses interventions au mois de juin sur le marché des changes, entraînant une nette dépréciation de la livre: sur le seul mois de juin, la livre turque a perdu 23,2% de sa valeur face au dollar. La Banque centrale a ainsi pu reconstituer ses réserves nettes de change (de -5,8 Mds USD à 9,9 Mds USD entre début et fin juin), soutenue en cela par les recettes issues du tourisme (5,5 Mds USD en juin). Afin d'éviter



un glissement trop brutal de la livre, la TCMB a cependant repris ses interventions en juillet et août (à hauteur de 30 Mds USD selon [Bloomberg](#)), permettant une stabilisation du cours TRY/USD (-1,0 % entre début juillet et fin août). Entre juin et novembre 2023, la livre s'est dépréciée de 28,0 % face au dollar.

**A partir de fin juin, la TCMB a par ailleurs entamé un cycle de resserrement monétaire, qui se traduit notamment par une hausse de son taux directeur et par un environnement globalement plus restrictif, surtout pour les prêts aux ménages.** Ses premières décisions en la matière ont déçu les marchés par leur faible ampleur : de 8,5 % à 15 % fin juin et 17,5 % fin juillet, largement en deçà du consensus des économistes, la Banque centrale défendant un durcissement des conditions financières graduel dit « holistique », i.e. passant par d'autres outils que des hausses du taux directeur, dont un resserrement « sélectif » du crédit. Ce resserrement passe par **(i)** l'imposition de mesures macro-prudentielles bridant la croissance du crédit aux particuliers et aux entreprises (limite sur la croissance des prêts accordés notamment); **(ii)** tout en desserrant les contraintes qui pesaient sur la distribution de crédit aux exportateurs et aux PME, permettant la réouverture de ce marché sur fond de reconstitution de la marge d'intérêt des banques (dans un contexte macro-prudentiel où le taux d'intérêt sur les prêts aux entreprises demeure indexé sur le taux directeur<sup>1</sup> et où les premières hausses de ce taux ont donc permis une hausse du taux prêteur aux entreprises). La remontée des taux s'est accélérée à partir de fin août : +750 pdb à 25 % le 24 août ; puis +500 pdb le 21 septembre, le 26 octobre et le 23 novembre ; +250 pdb le 21 décembre, portant le taux à 42,5 %. La TCMB justifie ces décisions par le besoin d'ancrer les anticipations d'inflation, reparties à la hausse en juin, ainsi que par le regain d'inflation en juillet et août<sup>2</sup>.

**En outre, fin août, la Banque centrale a entamé un début de sortie du mécanisme des comptes KKM, comptes en livres protégés contre la dépréciation face au dollar mis en place fin 2021, avec des effets qui demeurent incertains.** Les mesures mises en place à cet effet visent à éviter une *dé-lira-isation* de l'économie, en dirigeant les dépôts KKM arrivant à maturité vers des dépôts en livres classiques et à limiter la conversion vers des comptes en devises. Pour répondre à ces objectifs, les banques sont contraintes de remonter le niveau de rémunération sur les dépôts en livres, aidées en cela par les hausses de taux directeur, qui leur permettent d'augmenter les taux prêteurs et ainsi de maintenir leur marge d'intérêt. Le défi consiste à fermer ce mécanisme sans que l'équivalent en livres des 125 Mds USD qui y sont placés n'alimentent la demande de devises<sup>3</sup>. Entre leur création et mai 2023, les comptes KKM avaient déjà coûté 4,8 Mds USD au budget de l'Etat. Entre juin et août 2023, le coût est estimé par certains économistes à 650 Mds TRY (25 Mds USD). Dès mai, une loi a été proposée visant à transférer l'ensemble de la responsabilité financière des comptes KKM à la Banque centrale dans un contexte où la dépréciation post-élections menaçait les finances du Trésor turc (déjà largement mises à contribution à la suite des séismes). Un tel financement par la Banque centrale d'une responsabilité budgétaire du gouvernement fait craindre de nouvelles pressions inflationnistes.

❖ Une perception du risque turc qui évolue favorablement

**Malgré les orientations monétaires nouvelles, le taux d'intérêt réel demeurait fin novembre au même niveau qu'en juin en raison du regain d'inflation :** après une baisse en juin (38,2 % en g.a.), l'inflation est repartie à la hausse, atteignant 62,0 % en novembre. La Banque centrale estime désormais que l'inflation devrait atteindre 65 % fin 2023 (avant de ralentir à 36 % en 2024 et 14 % fin 2025). Plusieurs facteurs nourrissent ces anticipations élevées : **(i)** les dépréciations passées de la livre (*cf. supra*) ; **(ii)** l'augmentation du salaire minimum de 34 % à partir du 1<sup>er</sup> juillet (après une hausse de 55 % en janvier 2023) ; **(iii)** l'augmentation de la TVA pour les biens de consommation en juillet<sup>4</sup> ; **(iv)** l'augmentation

<sup>1</sup> Les banques prêtant à un taux divergeant trop significativement du taux de référence (indexé sur le taux directeur) sont pénalisées par une obligation de détenir des obligations d'Etat.

<sup>2</sup> Fin juillet 2023 dans son rapport sur l'inflation, la Banque centrale a revu à la hausse sa prévision d'inflation à 58,0 % pour la fin de l'année, tout en maintenant son objectif de ramener l'inflation à 5,0 % à moyen-terme. Le plan économique à moyen-terme présenté en septembre a de nouveau revu à la hausse ces prévisions, à 65,0 %. De plus, dans son communiqué à l'issue du Comité monétaire du 21/09, la Banque centrale estime désormais que l'inflation sera proche de la limite haute de sa fourchette de prévision de son rapport sur l'inflation, soit 62,0 %.

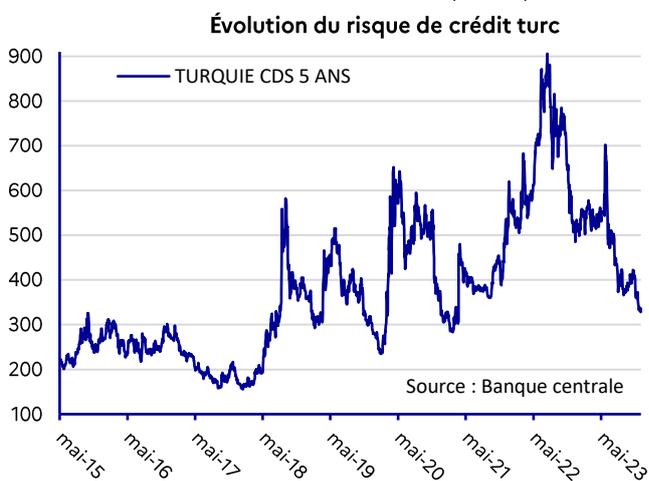
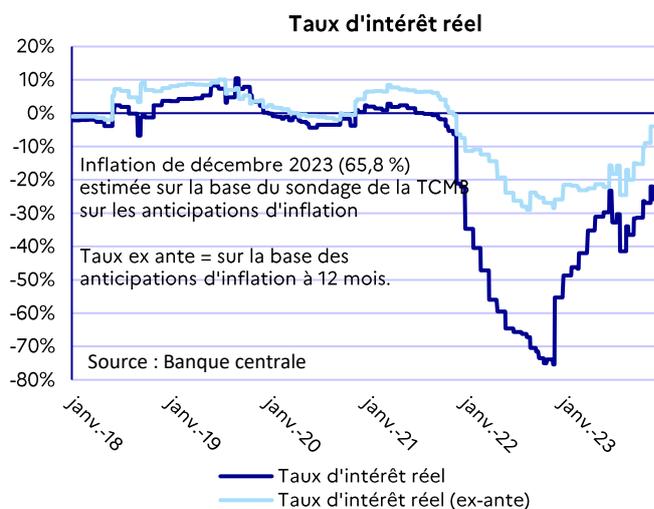
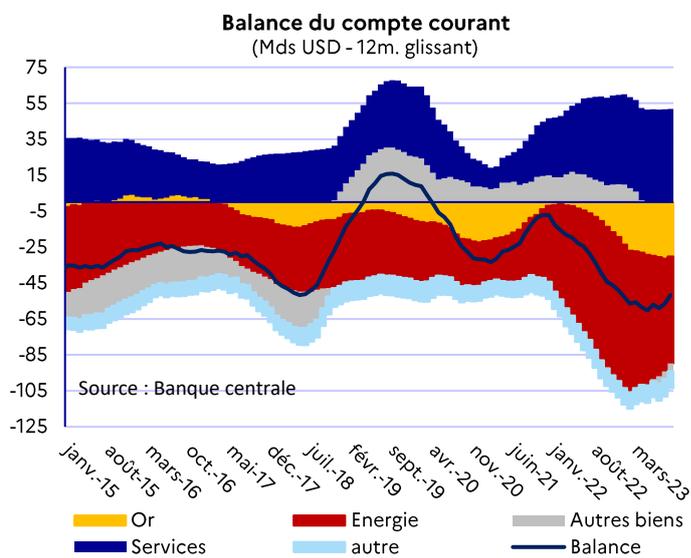
<sup>3</sup> Cette stratégie vise également à faire converger la rémunération des dépôts et les taux d'intérêts commerciaux avec le niveau d'inflation, au risque toutefois d'entraver la croissance du pays.

<sup>4</sup> Le taux sur les produits de première nécessité est passé de 8 à 10 % et le taux appliqué à la majorité des autres biens de 18 à 20 % (pas de changement pour les produits alimentaires taxé à 1 %).

de la taxe sur les carburants en juillet de 5 TRY/litre (soit environ une hausse de 15 % du prix au litre); (v) la revalorisation à venir du salaire des fonctionnaires (et des pensions) pour l'année 2024 .

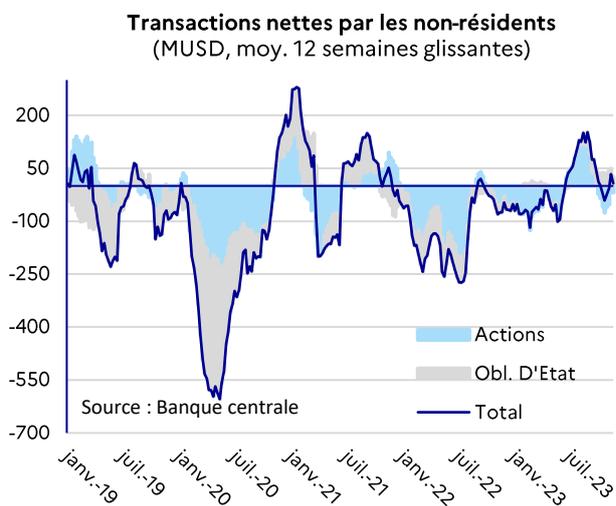
**La livre pourrait par ailleurs continuer de se déprécier** selon le gouvernement qui anticipe un taux USD/TRY moyen à 36,78 en 2024 ; les taux *forwards* à un an révélaient quant à eux des anticipations à 38,80 du taux USD/TRY au 18/12, principalement du fait: **(i) de taux d'intérêts réels qui demeureront négatifs à court terme**, le taux directeur étant désormais à seulement environ la moitié du niveau de l'inflation. La majorité des analystes n'anticipe pas de remontée rapide des taux réels, et non seulement nominaux comme c'est le cas aujourd'hui, avant que les élections municipales de mars 2024 soient passées ; **(ii) du déficit de la balance courante**, qui s'est creusé de 4,2% en octobre sur 10 mois glissants (à 40,7 Mds USD) et ce, principalement en raison du creusement du déficit commercial (forte dépendance aux importations d'hydrocarbures, perte de dynamisme des exportations des industries métallurgique, textile et agro-alimentaire, concentrées en partie dans les régions sinistrées par les séismes). Bien qu'un surplus ait été enregistré sur le mois de juin (en raison d'importantes recettes touristiques) et au mois d'octobre, en raison d'un début de contraction des importations, et que les prévisions d'octobre 2023 du FMI prévoient une amélioration en 2023 (à -4,2 % du PIB, après -5,4 % en 2022), la balance des opérations courantes reste largement déficitaire et continuera ainsi de peser sur le niveau de la livre (-51,7 Mds USD sur 12 mois en octobre); **(iii) du poids politique des exportateurs**, qui voient d'un mauvais œil une appréciation trop forte de la livre, qui nuirait à leur compétitivité.

**Le pivot orthodoxe entamé a néanmoins été positivement reçu par les investisseurs étrangers, dont la perception du risque pays a évolué favorablement.** Très rapidement après l'annonce des premières mesures de normalisation, la prime de risque sur la dette souveraine en devise a chuté: entre le 23/05/2023 et le 15/12/2023, la prime sur les CDS à 5 ans est passée de 702,5 pdb à 286,1 pdb. L'effet s'est également fait ressentir sur le cours des *eurobond* turcs: pour la première fois en cinq ans, le spread sur les obligations turques est significativement plus faible que celui mesuré par l'indice *EMBI Global Diversified Index*. Les récentes évolutions ont été favorablement accueillies par les agences de notation : Moody's a relevé en août la perspective sur la note souveraine de la Turquie de négative à stable suivie par S&P en septembre<sup>5</sup> et de nouveau fin novembre de stable à positive. Les investisseurs étrangers ont également entamé un retour sur le marché local : entre les élections de mai et la semaine du 24/11, ceux-ci ont réalisé une entrée nette de 1,38 Md USD sur le marché actions



<sup>5</sup> Moody's note la Turquie B3 avec perspective stable ; Fitch B avec perspective stable et ; S&P B avec perspective stable.

et de 0,78 Md USD sur celui des obligations d'Etat<sup>6</sup>. Au gouvernement, le ministre Mehmet Şimşek œuvre d'ailleurs activement au retour des flux de capitaux étrangers. Un accord portant sur 50,7 Mds USD d'investissements émiratis en Turquie a été annoncé en juillet 2023 à l'occasion d'une tournée du président turc dans la région, qui avait été précédée d'une visite du ministre et de la gouverneure de la Banque centrale. Le ministre Şimşek continue depuis de faire le tour des places financières mondiales<sup>7</sup> pour convaincre les investisseurs de la vertu du pivot orthodoxe en cours et vendre la place financière turque. La Banque mondiale a par ailleurs décidé de doubler son exposition à la Turquie (à 35 Mds USD).



*Après une approche timorée, la Banque centrale est entrée dans une phase plus active du resserrement des conditions monétaires, avec l'objectif prioritaire d'une baisse significative de l'inflation. Les investisseurs étrangers semblent rassurés par les nouvelles orientations. Mais la normalisation en cours pourrait obérer la croissance et l'emploi à court et moyen termes, les effets des réformes sectorielles prévues dans le plan à moyen terme (plan qui fait l'objet d'un article par la suite), censées libérer le potentiel de l'économie turque, n'étant pas immédiats.*

<sup>6</sup> La part des investisseurs étrangers sur le marché des obligations d'Etat en livre s'est effondrée de 25 % il y a 5 ans à 1 % à la veille des élections.

<sup>7</sup> Mehmet Şimşek est allé à la rencontre des investisseurs aux EAU en juin, au Qatar en juillet, à New York en septembre et à Londres et Paris en octobre.

# Turquie : Projet de « hub gazier » turc : une future plaque tournante du gaz russe vers l'Europe ?

Dépendante des importations pour son approvisionnement en hydrocarbures, la Turquie revêt une importance considérable pour le paysage énergétique régional, en tant que consommateur, et surtout comme pays de transit. Le projet de « hub gazier » vise à faire de la Turquie une plateforme d'exportations entre les pays producteurs et le continent européen. Si la Turquie souhaite accroître sa souveraineté énergétique et son influence régionale, la Russie voit dans ce projet une opportunité de développer ses exportations énergétiques vers l'Europe.

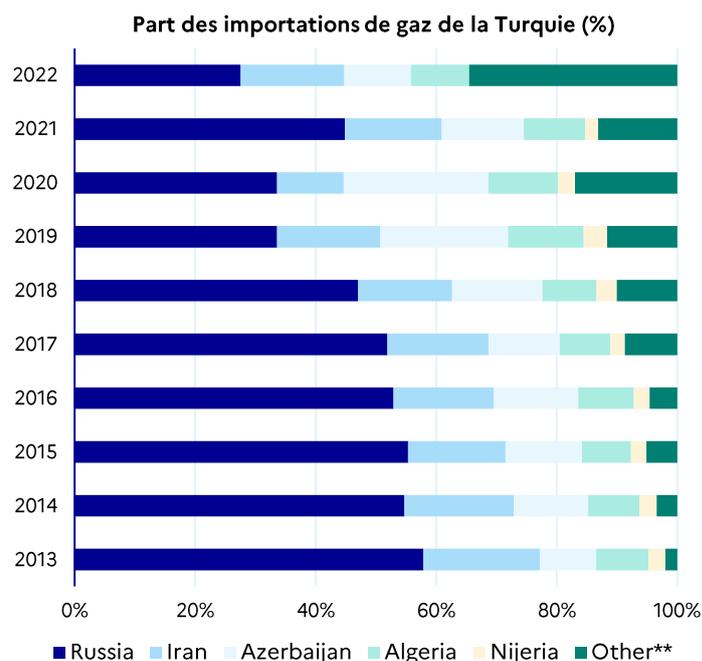
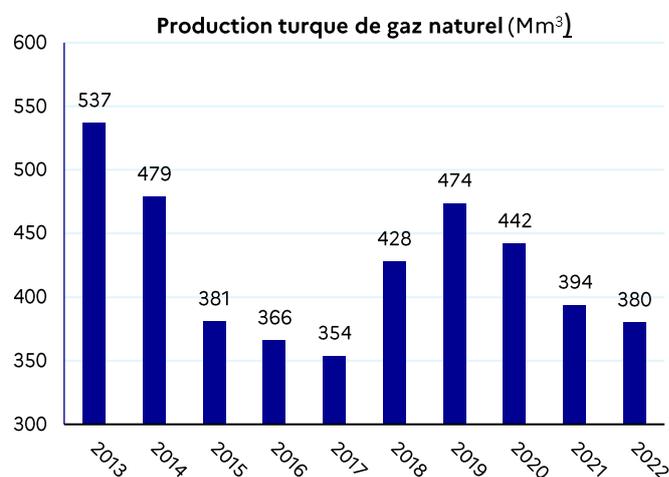
N.B. : sauf mention contraire, les données sur les volumes d'échanges et de consommation de gaz proviennent du régulateur turc de l'énergie (EPDK).

❖ Pauvre en réserves d'énergies fossile, la Turquie a dû développer un réseau sophistiqué pour satisfaire sa demande domestique

Entre 2000 et 2020, la Turquie a connu la plus forte croissance de sa demande énergétique parmi les pays de l'OCDE : +93 % pour la consommation d'énergie primaire; +165 % pour la consommation d'électricité, selon l'AIE.

Pour répondre à cette demande, et parce qu'elle est pauvre en réserves d'énergie fossile, la Turquie recourt massivement aux importations (dépendance de 99 % pour le gaz en 2022 et de 93 % pour le pétrole). Les importations turques d'énergie ont même atteint un niveau historique en 2022 du fait de la flambée des prix des matières premières (+66,7 % à 110,3 MdsUSD ; équivalent au déficit commercial de la même année). Dans le contexte des élections présidentielles, et sur fond de chute de ses réserves de change nettes, la Turquie aurait d'ailleurs conclu un accord avec la Russie pour reporter des factures de gaz naturel d'une valeur estimée de 20 MdsUSD selon plusieurs observateurs<sup>8</sup>.

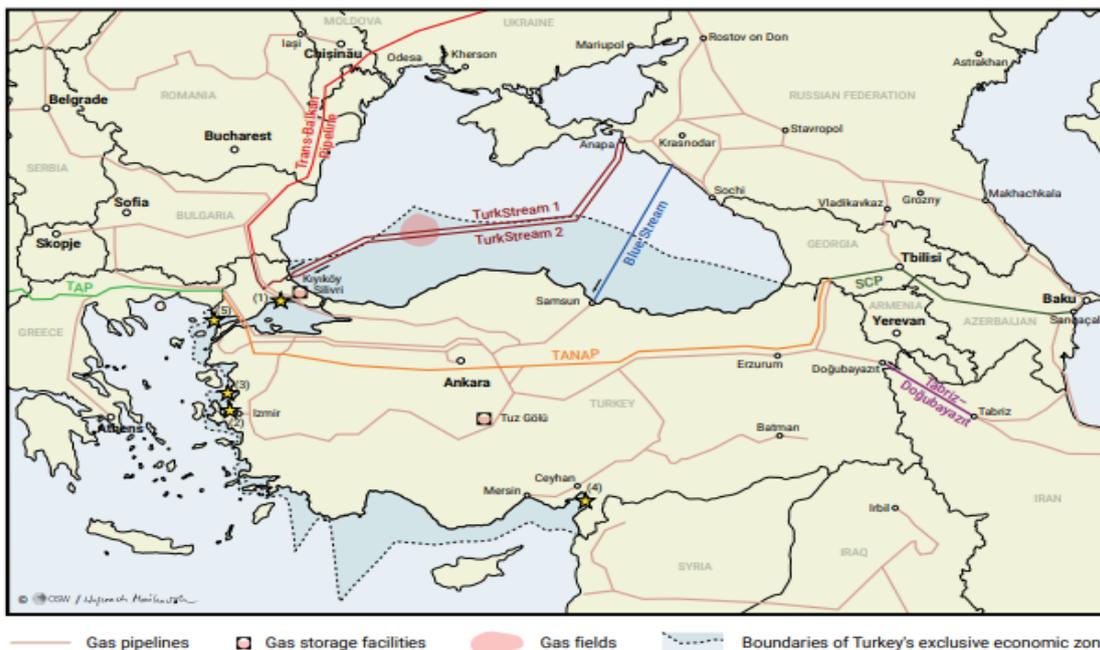
En particulier, les principaux fournisseurs de la Turquie en gaz naturel (54,6 Mds m<sup>3</sup> en 2022) sont la Russie (39,4 % en 2022 contre 57,9 % en 2013), l'Iran (17,2 %; 19,3 % en 2013), et l'Azerbaïdjan (15,9 %; 9,4 % en 2013). Ce gaz est acheminé par plusieurs gazoducs (cf. *infra*). De plus, la part des importations turques de gaz sous forme de GNL a enregistré une croissance sensible (27,8 % en 2022 contre 12,9 % en 2013), en ligne avec les efforts de réduction de la dépendance envers le gaz russe et iranien. L'Algérie (14,7 %, exclusivement sous forme de GNL; 8,7 % en 2013) et les Etats-Unis (10,3 %, exclusivement sous forme de GNL; 0,0 % en 2013) sont ainsi également d'importants fournisseurs de la Turquie en gaz naturel.



<sup>8</sup> Dont [Carnegie Endowment Foundation](https://www.carnegieendowment.org/)

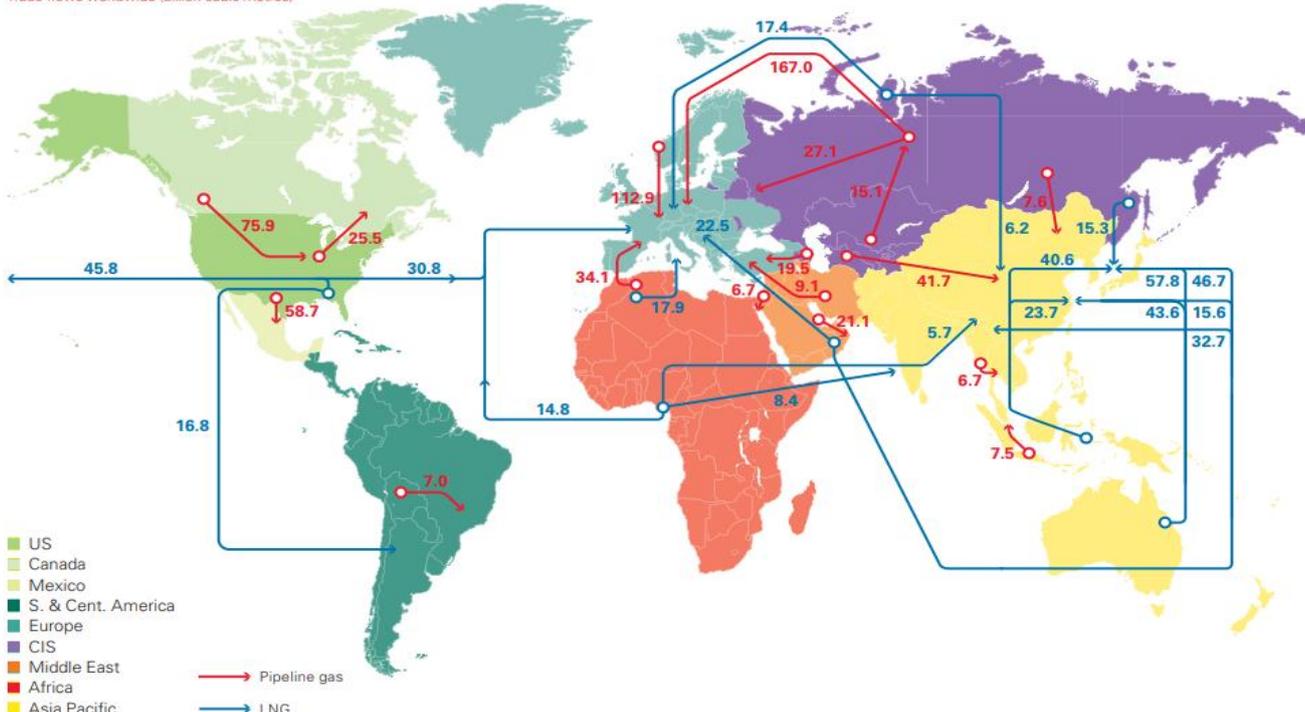
Pour assurer ces approvisionnements, la Turquie a développé un réseau de plusieurs gazoducs, qui fait d'elle un pays de consommation et de transit. *BlueStream* (16 Mdm<sup>3</sup>/an ; traversant la mer Noire depuis la Russie) et le gazoduc Tabriz–Ankara (14 Mdm<sup>3</sup>/an, depuis l'Iran) approvisionnant exclusivement le marché turc. S'agissant de *TurkStream* (31,5 Mdm<sup>3</sup>/an, originaire de Russie), la moitié du gaz transporté est destinée à la Turquie, l'autre moitié étant acheminée vers l'Europe. Si l'extension des capacités de *TurkStream* a été évoquée par le passé, cette extension paraît peu plausible depuis la guerre d'agression de l'Ukraine par la Russie. Par ailleurs, le gazoduc transanatolien *TANAP*, inauguré en 2018, approvisionne en majorité l'Europe : 10 Mdm<sup>3</sup> des 16 Mdm<sup>3</sup> de capacité annuelle actuelle desservent le gazoduc trans-adriatique (*TAP*), depuis la frontière grecque vers l'Italie. Enfin, la multiplication des terminaux GNL (5 terminaux installés, dont 3 terminaux flottants, avec une capacité totale de regazéification de 150 Mm<sup>3</sup>/j), permettant de stocker, regazéifier, et transférer du gaz acheté auprès de l'Algérie, les Etats-Unis, et le Nigéria.

**Gazoducs transitant par la Turquie :** [Turkey's dream of a natural gas hub | European Gas Hub](#)



**Échanges mondiaux de gaz (Mm3):** [BP Statistical Review of World Energy 2022](#)

**Major trade movements 2021**  
Trade flows worldwide (billion cubic metres)



❖ Face aux risques engendrés par sa dépendance énergétique, la Turquie mène une politique volontariste

**La sécurité de l’approvisionnement énergétique du pays est fragile du fait de cette dépendance aux importations.** En janvier 2022, à la suite d’un incident sur la portion iranienne du gazoduc alimentant la Turquie, les autorités turques avaient dû enjoindre les entreprises les plus consommatrices en électricité à couper leur consommation pendant 72 heures, avant d’imposer des restrictions du côté de la demande des entreprises. En juillet 2023, l’Iran avait également interrompu ses exportations de gaz vers la Turquie, forçant cette dernière à accroître ses importations de GNL sur le marché spot, depuis les Etats-Unis et l’Egypte.

**Dans ce contexte, la Turquie mène une politique d’indépendance énergétique ambitieuse :**

(i) exploration gazière (découverte d’un gisement de 710 Mds m<sup>3</sup> à Sakarya en 2020 ; 134 puits d’exploration et 73 puits d’exploitation en 2023); (ii) développement d’un parc nucléaire (centrale d’Akkuyu; projet de centrale à Sinop; coopération SMR avec plusieurs pays); (iii) investissements massifs dans les énergies renouvelables (42 % du mix énergétique en 2020 contre 26 % en 2010<sup>9</sup>); (iv) développement des infrastructures de stockage (5,6 Mdm<sup>3</sup> en 2022, selon l’EMRA).

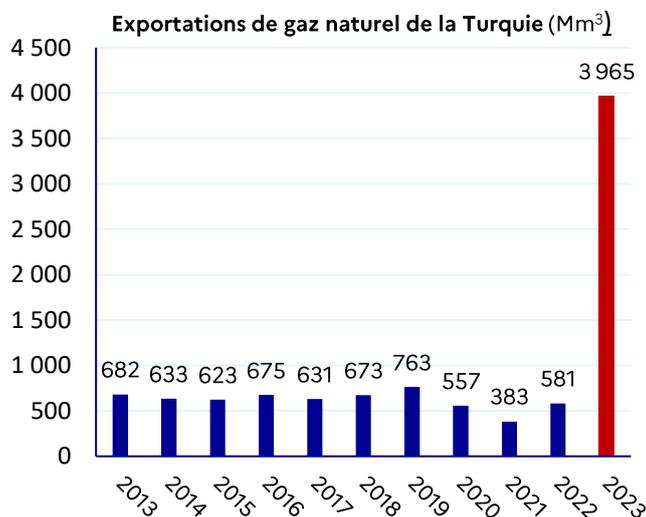
**IMPOSITION DE RESTRICTIONS SUR LA CONSOMMATION D’ENERGIE A LA SUITE D’UN INCIDENT SUR LA PORTION IRANIENNE DU GAZODUC ALIMENTANT LA TURQUIE**

Le 20 janvier 2022, à la suite d’un incident sur la portion iranienne du gazoduc alimentant la Turquie, les autorités turques ont enjoint les entreprises les plus consommatrices en électricité à couper leur consommation pendant 72 heures. Plus tard, le 24 janvier 2022, ces mesures, insuffisantes, ont conduit TEIAS à imposer des restrictions du côté de la demande : les entreprises les plus énergivores ont été invitées à couper leur consommation pendant 3 jours. Le jour de l’incident, la société nationale de négoce de pétrole brut et de gaz naturel (BOTAŞ) avait annoncé des restrictions sur l’approvisionnement en gaz naturel pour les plus importants consommateurs industriels et certaines centrales de production d’électricité en vue de réduire la consommation de 40 % pendant 10 jours. A la suite de plaintes des représentants de divers secteurs lors d’un échange le 23 janvier avec le ministre de l’Énergie et des Ressources naturelles et le ministre de l’Industrie et de la Technologie, BOTAŞ a annoncé le 24 janvier que trois secteurs (pharmaceutique, laitier et de la viande) étaient exemptés de ces mesures restrictives.

❖ Dans le contexte de la guerre d’agression de l’Ukraine par la Russie, la Turquie aspire à devenir un hub de transit énergétique, mais se heurte à des obstacles majeurs

**Si la promotion de la Turquie en tant que « hub gazier » est généralement associée aux annonces des présidents Poutine et Erdoğan (déclarations du 4 septembre 2023, à Sotchi), ce concept a par le passé été porté par l’Union européenne<sup>10</sup>.** La déclaration commune des dialogues énergétiques UE-Turquie de 2015 et 2016 énonce que « le développement de la Turquie en tant que hub gazier régional est d’un intérêt mutuel ». Du fait de sa position de corridor naturel reliant les régions riches en hydrocarbures (Moyen-Orient et bassin caspien) à l’UE, le développement d’infrastructures de transport d’énergie permettrait à la Turquie et l’UE de diversifier leurs sources d’approvisionnement<sup>11</sup>. Toutefois, le dialogue énergétique UE – Turquie ne s’est plus tenu depuis 2016 et a été suspendu en 2019 en réaction aux explorations gazières de la Turquie en Méditerranée orientale.

**La Russie pourrait pour sa part profiter de ce projet pour resserrer ses liens avec la Turquie et trouver de nouveaux débouchés,** alors que l’UE a fortement réduit sa dépendance au gaz russe dans le cadre du plan *RepowerEU* (12 % mi-2023, contre 50 % mi-2021)<sup>12</sup>. Certaines sources affirment que Gazprom



<sup>9</sup> Avec notamment les projets emblématiques de construction du troisième plus haut barrage au monde à Yusufeli, et l’installation de la première centrale solaire d’Europe à Karapinar.

<sup>10</sup> Selon les données de [BP Statistical Review of World Energy 2022](#), en 2021, les pays de l’UE représentent 11,2 % de la consommation mondiale de pétrole (contre 0,5 % de la production) et 9,8 % de la consommation mondiale de gaz (contre 1,1 % de la production).

<sup>11</sup> La Turquie bénéficie également des droits de passage versés à BOTAŞ pour le gaz en partance pour l’Europe.

<sup>12</sup> Données Eurostat, consultées le 6 octobre 2023 sur Global Trade Atlas (GTA).

souhaiterait mettre en place un système de *pricing* russe, tandis que la Turquie ambitionnerait d'imposer sa propre plateforme d'échange (Epiaş) pour faire transiter et vendre du gaz de sources multiples (gazoduc, GNL)<sup>13</sup>.

**Selon certains observateurs turcs, la Russie pourrait choisir d'accorder des contrats de réexportation à la Turquie, lui permettant de revendre son gaz en en masquant la provenance<sup>14</sup>. D'autres observateurs jugent qu'en raison du coût politique d'un tel schéma de réexportation, Ankara pourrait préférer s'alimenter en gaz russe, au risque d'accroître sa dépendance, et exporter vers l'Europe ses réserves nouvellement découvertes en mer Noire.** En toute hypothèse, la création d'un hub concurrentiel (de type *Henry Hub* ou *TFF*) supposera à terme une libéralisation des prix du gaz et un démantèlement de l'opérateur de transmission (BOTAŞ, représentant 96 % des importations turques de gaz naturel et 86 % de part de marché pour la vente de gaz naturel en Turquie).

**Quoi qu'il en soit, les projets d'extension de corridors existants pourraient accroître le rôle de plaque tournante énergétique de la Turquie.** Le MoU signé en juillet 2022 entre la Commission européenne et l'Azerbaïdjan prévoit un doublement des capacités de TANAP (à 33 Mdm<sup>3</sup>/an; dont un doublement des exportations vers l'UE à 20 Mdm<sup>3</sup>/an). Il convient de noter que l'accroissement par l'Azerbaïdjan de ses exportations de gaz vers l'UE ne serait possible que grâce à une augmentation quasi-égale de ses importations de gaz depuis la Russie pour subvenir à ses besoins domestiques<sup>15</sup>. En 2023, BOTAŞ a également multiplié les signatures de contrats de livraison avec des pays d'Europe de l'Est (Bulgarie, Hongrie, Moldavie, et Roumanie), pour un volume record de 4 Mdm<sup>3</sup>/an<sup>16</sup>. Les volumes actuellement extraits du gisement de Sakarya semblent encore négligeables.

**S'il existe un potentiel pour la création de nouvelles routes énergétiques, celles-ci se heurtent à des obstacles majeurs.** Le projet de gazoduc *EastMed* depuis les gisements de Méditerranée orientale (1 784 Mdm<sup>3</sup> pour l'Égypte; 170 Mdm<sup>3</sup> pour Israël<sup>17</sup>) fait face à des disputes territoriales et à des difficultés de financement (coût évalué à près de 6 Mds USD, dont les Etats-Unis se sont retirés en 2022). La Commission européenne envisagerait la reprise des négociations autour de la construction d'un gazoduc partant du Turkménistan, mais qui serait en toute hypothèse contrariée par les voisins russe et iranien. Enfin, la demande pour de nouvelles infrastructures de transport énergétique, et donc des financements pour de nouveaux projets, pourrait être contrainte par les objectifs de décarbonation de l'UE (réduction de 12 % de la consommation finale d'énergie d'ici 2030 dans le cadre du paquet « Ajustement à l'objectif 55 » ; neutralité carbone d'ici 2050).

*La Russie s'est opportunément saisie du projet de la Turquie comme hub gazier pour développer ses exportations, quitte à peut-être alimenter au passage de nouvelles tensions entre Ankara et certains de ses partenaires. Aujourd'hui dans une situation de dépendance aux importations pour sa consommation intérieure, la Turquie est, sur le plan régional, avant tout un pays de transit. Mais Ankara aspire à jouer un rôle plus actif, tant dans ses rapports avec Moscou que vis-à-vis des pays européens, ce qui pourrait être facilité par : i) la croissance attendue de sa production gaz (Sakarya) ; ii) la baisse de ses besoins en gaz naturel induites par le développement de production d'électricité alternative, de source domestique (nucléaire, et renouvelables) ; iii) le développement de nouvelles infrastructures de transport ; et iv) la libéralisation de son marché de l'énergie.*

---

<sup>13</sup> [Russia Faces Challenges Over Turkey Hub | Energy Intelligence](#)

<sup>14</sup> [Putin's gas hub offer to Turkey sparks debate \(arabnews.com\)](#)

<sup>15</sup> [Azerbaijan's gas exports to the EU face challenges - Economist Intelligence Unit \(eiu.com\)](#)

<sup>16</sup> En janvier 2023, La Turquie avait signé un accord avec la Bulgarie pour exporter 1,5 Mdm<sup>3</sup> de gaz naturel par an pendant 13 ans. BOTAŞ et l'entreprise hongroise MVM ont ensuite signé en août 2023 un accord pour l'exportation de gaz naturel vers la Hongrie à hauteur de 275 Mm<sup>3</sup>/an à partir du printemps 2024. Fin septembre, BOTAŞ a signé des contrats de livraison de gaz naturel avec East Gas Energy Trading Company et OMV Petrom prévoyant l'exportation à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2023 de respectivement 2 M<sup>3</sup>/jour de gaz naturel à la Moldavie et de 4 M<sup>3</sup>/jour à la Roumanie (jusqu'au T1 2025).

<sup>17</sup> Un tel gazoduc devrait toutefois traverser la ZEE du Liban ou de Chypre, avec lesquels Israël et la Turquie n'ont respectivement pas de relations diplomatiques.

# Turquie : Avec le plan économique à moyen terme, un cap est fixé

Le 6 septembre, le président Erdoğan et le vice-président Yılmaz ont présenté le nouveau plan économique à moyen-terme de la Turquie (2024-2026). Conformément aux orientations prioritaires mentionnées dans le discours de victoire du président aux élections de mai dernier, ce plan vise d'abord à « assurer la stabilité macro-économique et financière », tout en libérant le potentiel de l'économie turque. Les objectifs macroéconomiques sont ambitieux et les réformes sectorielles cette fois, outre qu'elles tarderont à produire leurs effets, ne sont pas assorties d'objectifs chiffrés et d'échéances précises. Le plan présente au moins l'intérêt de fixer un cap.

❖ Des hypothèses de croissance élevée au regard du net durcissement attendu du *policy mix*

Une croissance forte prévue tout au long du plan...

**Les prévisions en matière de croissance sont ambitieuses : le PIB progresserait de 4,4% en 2023, 4,0% en 2024, 4,5% en 2025 et 5,0% pour 2026.** La prévision pour 2023 au moins apparaît relativement élevée, au regard notamment de l'acquis de croissance à l'issue du premier semestre, de 1,9%. Le FMI retient d'ailleurs une prévision plus conservatrice, avec 3,0% cette année-là. Si ce scénario officiel se matérialise et en tenant compte des projections démographiques, le PIB/tête de la Turquie, de 10 659 USD aujourd'hui, atteindrait les 14 855 USD à la fin du plan, permettant à la Turquie d'intégrer le groupe des pays à haut revenu, selon les critères de la Banque mondiale.

... malgré un probable nouveau resserrement marqué de la politique monétaire, pour juguler l'inflation...

**La lutte contre la hausse des prix demeure la priorité des autorités turques, comme en témoigne la place qu'occupe ce sujet dans le plan.** C'est sous cet angle qu'il convient d'ailleurs de décrypter « le retour à la stabilité macro-économique et financière » promis par le président Erdoğan dans son discours de victoire de mai. Et c'est aussi la raison pour laquelle les orientations de politique monétaire ont changé du tout au tout depuis les élections. Les premières décisions de la nouvelle équipe économique, incarnée par M. Şimşek au ministère des Finances et du Trésor et H. Gaye Erkan à la tête de la Banque centrale, signalent en effet un retour à l'orthodoxie monétaire, avec plusieurs hausses du taux directeur, portant le taux de 8,5% à 42,5%.

**Dans le plan, l'inflation connaîtrait un pic à l'horizon mi-2024 avant de refluer progressivement et atteindre 8,5% fin 2026, un scénario assez consensuel celui-là.** Pour mémoire, l'inflation, mesurée par le glissement annuel des prix à la consommation, a atteint 62% en novembre. En ligne avec le dernier rapport sur l'inflation de la Banque centrale (juillet 2023), le scénario retenu par les autorités apparaît proche de celui des analystes, qui, dans leur majorité, prévoient un pic d'inflation dans la seconde moitié de 2024, autour de 70%. A 8,5% fin 2026, le rythme de progression des prix resterait supérieur à – mais proche de – l'objectif à moyen terme de la Banque centrale, de 5,0%.

**Alors que la livre continuerait de glisser selon les projections...officielles, un tel scénario d'inflation suppose une politique monétaire de plus en plus restrictive, ce que le plan ne mentionne pas sciemment, alors que se profilent les élections locales de mars.** Le plan présente un scénario de change : la livre se déprécierait tout au long du plan, avec un taux de change moyen USD/TRY de 23,9 en 2023, de 36,8 en 2024, de 49,9 en 2025 et de 47,8 en 2026. Toutes choses égales par ailleurs<sup>18</sup>, cette dépréciation est de nature à renchérir le coût des intrants et donc à exacerber les pressions inflationnistes. Le scénario de « désinflation » retenu dans le plan pourrait donc suggérer une politique monétaire de plus en plus restrictive.

... dans un contexte où par ailleurs les finances publiques sont sous fortes pressions post-séismes

**Les autorités envisagent « une discipline budgétaire ». Le plan ne permet toutefois pas d'en saisir les contours.** Les dépenses de reconstruction des territoires frappés par les séismes du 6 février se sont

<sup>18</sup> Le plan ne précise pas les hypothèses retenues pour les cours internationaux de matières premières.

traduites par un dérapage des finances publiques : le déficit, prévu à 3,5 % dans la loi de finances de 2023, pourrait atteindre 6,3 % du PIB<sup>19</sup>. Il n'existe pas de prévisions de déficit au-delà de 2023 dans le plan, lequel indique seulement que les dépenses seront « maîtrisées », avec une exception, celles liées à la reconstruction : après 1 000 Mds TRY (≈37 Mds USD) en 2023, 3 000 Mds TRY (≈112 Mds USD) seront consacrés à la reconstruction entre 2024 et 2026<sup>20</sup>. Du côté des recettes, le plan insiste sur le renforcement d'un « système de taxation efficace, rigoureux et juste », sans plus de détails.

❖ Pour libérer le potentiel de croissance, plusieurs réformes structurelles envisagées

**Les orientations restrictives des politiques monétaire et budgétaire semblent difficilement compatibles avec le scénario de croissance envisagé, à moins que les réformes sectorielles envisagées libèrent le potentiel de l'économie turque.** En particulier :

**Dans l'agriculture, l'objectif est double : stabilité des prix et sécurité alimentaire.** Entre autres mesures, sont notamment prévues la mise en œuvre de réglementations contraignantes et incitatives visant à protéger les terres agricoles (et en particulier à prévenir toute utilisation à des fins non agricoles), la détermination de zones de niveau de production par produit et région (avec délivrance de permis dédiés et contrôle des cultures), la fixation de ratios-cibles d'autosuffisance, des investissements pour l'établissement de zones agricoles organisées en serres (pour la production de fruits et légumes frais), etc. Le défi climatique est pris en compte : en particulier, les pratiques agricoles résilientes au changement climatique seront généralisées et l'utilisation plus efficiente des sols et de l'eau sera assurée.

**Dans l'industrie, le plan vise à encourager la production nationale,** via par exemple des incitations fiscales (zones industrielles élargies) ou des plans de R&D pour en augmenter la valeur ajoutée.

**Dans l'énergie, le renforcement de la souveraineté est au cœur des enjeux :** il est ainsi prévu des investissements pour rehausser les capacités de stockage de gaz naturel, le début de l'exploitation du gisement de Sakarya, une accélération des activités d'exploration et de production de pétrole et de gaz naturel (notamment par le biais de partenariats à l'étranger), la poursuite du développement des activités minières dans le cadre de « politiques d'exploration durables et responsables » (sic), une augmentation de la part des EnR dans le mix électrique (par le biais de réglementations pour étendre leur utilisation dans les zones franches et industrielles) ou la poursuite du développement du nucléaire avec les SMR.

**Les dimensions transversales du verdissement de l'économie et de la transformation numérique sont bien prises en compte.** En matière de verdissement, le plan rappelle ainsi la préparation en cours des feuilles de route sectorielles permettant d'atteindre les objectifs du *Green Deal Action Plan*, réaffirme l'objectif d'un parfait alignement du futur cadre réglementaire du système national d'échange de quotas d'émission (ETS) sur le MACF, annonce le développement de normes pour les produits recyclés, rappelle la préparation d'une réglementation nationale sur la taxonomie verte ou promeut l'utilisation de « véhicules électriques nationaux » (NDR : comprendre la TOGG) en développant un réseau de bornes de recharge. S'agissant de la transformation numérique, le plan entend faire de la Turquie « une économie des données » et même un hub régional : la Turquie va se doter d'une stratégie nationale en matière de données, appuyer la digitalisation des PME, déployer des technologies originellement développées pour la défense à tous les pans de l'économie civile (agriculture, logistique, etc.) ou favoriser le retour des talents turcs installés à l'étranger, tout en se dotant d'une stratégie en matière de cybersécurité.

**Outre que ces réformes structurelles tarderont à produire leurs effets sur la croissance potentielle de la Turquie, le plan souffre de l'absence d'objectifs chiffrés et d'échéances précises.** Il est précisé que les réformes structurelles seront détaillées par des plans stratégiques ultérieurs des ministères concernés.

**Le plan prévoit un approfondissement de sa relation commerciale, notamment avec l'UE.** La modernisation de l'Union Douanière est un objectif. Le gouvernement a également annoncé vouloir renforcer ses relations commerciales avec les pays « amis » et voisins. La signature de nouveaux ALE est à l'étude.

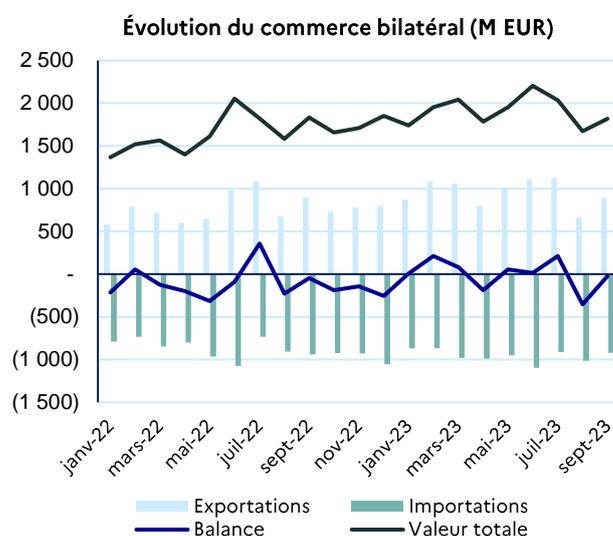
<sup>19</sup> 1600 Mds TRY soit environ 6,3 % du PIB, après 3,5 % en 2020 ; 2,8 % en 2021 et 0,9 % en 2022.

<sup>20</sup> Ces dépenses financeront la transformation urbaine des régions touchées, le développement de logements résilients aux séismes et un mécanisme d'assurance contre les catastrophes. Elles seront en partie financées par les Emirats arabes unis : le fond ADQ s'est engagé à souscrire à l'équivalent de 8 à 9 Mds USD de bons du Trésor turc, afin de financer la reconstruction (sur un besoin total proche de 150 Mds USD jusqu'en 2026).

# France-Turquie : Commerce bilatéral record sur les 10 premiers mois de 2023

Selon les données des douanes françaises, les échanges bilatéraux entre la France et la Turquie ont progressé de 18,8 % en glissement annuel sur les 10 premiers mois de l'année 2023 : 19,5 Mds EUR (après 16,4 Mds EUR sur la même période en 2022). Le record de 20,0 Mds EUR atteint en 2022 pourrait ainsi être dépassé en 2023.

La forte hausse des exportations françaises vers la Turquie (+27,9 % à 9,9 Mds EUR) s'explique principalement par la hausse des ventes automobiles (dans le contexte de forte inflation qui incite les ménages turcs s'équiper en biens durables). Les importations françaises de biens turcs ont quant à elles augmenté de 10,7 % à 9,6 Mds EUR. La France a enregistré un léger excédent commercial (223 MEUR), pour la première fois depuis 2016.



## ❖ Forte hausse des exportations françaises tirées par le secteur automobile

Principales contributions à l'évolution des exportations en g.a. (+27,9 %)

Automobile	20,4 %
Biens d'équipements	5,9 %
Produits pharmaceutiques	1,4 %
Aéronautique	-1,5 %

**Les exportations françaises vers la Turquie ont fortement augmenté sur les 10 premiers mois de l'année 2023 : +27,9 % en g.a. à 9,9 Mds EUR. Cette hausse des exportations s'explique par :**

- (i) **Une performance exceptionnelle du secteur automobile : +175,9 % à 2,5 Mds EUR**, qui devient le 1<sup>er</sup> poste d'exportations françaises en Turquie (25,1 % des exportations sur la période pour 11,6 % l'année précédente), grâce à une forte hausse des ventes de véhicules finis (+333,1 % à 2,0 Mds EUR) et dans une moindre mesure par la vente des pièces détachées (+6,4 % à 459 MEUR). Cette tendance s'explique par la forte augmentation des importations turques de véhicules automobiles (+93,8 % entre le T3 2022 et T3 2022) dans le contexte de forte inflation (près de 50 % pour le taux d'inflation mensuel en g.a. sur les 10 premiers mois de 2023) qui incite les ménages à s'équiper en biens durables (cf. annexe 2)
- (ii) **Une forte progression des ventes de biens d'équipements : +29,3 % à 2,0 Mds EUR**, qui deviennent le 2<sup>e</sup> poste d'exportations françaises en Turquie. Les ventes du secteur sont tirées par les ventes de machines et d'équipements d'usage général (+32,9 % à 494 MEUR), de matériels électriques (+21,3 % à 494 MEUR) et de machines agricoles et forestières (+117,3 % 195 MEUR).
- (iii) **Une dynamique positive des secteurs aux poids structurellement moins importants** mais qui ont tiré les exportations françaises en 2023 : +31,9 % à 389 MEUR pour l'agroalimentaire ; +10,7 % à 388 MEUR pour les produits en caoutchouc ; +46,0 % à 338 MEUR pour les produits pharmaceutiques.

**Si les exportations de la majorité des secteurs connaissent une dynamique très positive, elles se contractent dans d'autres secteurs**, à l'instar des produits de la construction aéronautique (-7,6 % à 1,4 Md EUR) ; des produits chimiques, parfums et cosmétiques (-3,3 % à 1,2 Mds EUR) ; ou encore des ventes du secteur énergétique (-22,1 % à 211 MEUR).

Grâce à la bonne performance des ventes françaises en Turquie, la part de marché de la France augmente de 2,8 % au T3 2022 à 3,2 % au T3 2023 (données douanes turques<sup>21</sup>); la France recule cependant au 8<sup>e</sup> rang des fournisseurs de la Turquie, derrière les Emirats arabes unis (7<sup>e</sup> position au T3 2022). La part de marché de l'UE a également augmenté passant de 24,3 % à 29,5 %, mais reste toujours largement inférieur à sa part de marché en 2017 de 34,3 %.

❖ Hausse significative des importations françaises, mais dans une moindre mesure

Principales contributions positives et négatives à l'évolution des importations en g.a. (+10,4%)	
Automobile	12,1 %
Aéronautique	1,6 %
Agroalimentaire	0,6 %
Energie	-1,0 %

Les importations françaises en provenance de Turquie ont augmenté de 10,7 % à 9,6 Mds EUR. Ce dynamisme s'explique principalement par :

- (i) **La forte progression des achats de l'industrie automobile : +42,6 % à 3,5 Mds EUR.** Comme pour les exportations, le secteur automobile est le premier poste d'importations françaises de biens turcs. Cette hausse s'explique principalement par le bond des importations de véhicules finis (+51,0 % à 3,0 Mds EUR) et des équipements automobiles (+8,5 % à 531 MEUR). Les importations du secteur aéronautique ont également fortement progressé (+321,8 % à 185 MEUR).
- (ii) **L'augmentation des importations de biens d'équipements : +4,0 % à 1,6 Md EUR.**
- (iii) **La hausse des achats de produits des industries agroalimentaires : +12,8 % à 435 M EUR.**

En revanche, les importations énergétiques chutent de 31,8 % à 183 MEUR. Si en 2022, les importations de pétrole raffiné avaient fortement augmenté (+383,8 %), la chute en 2023 s'explique principalement par la baisse générale des prix de l'énergie. De plus, après s'être maintenus au S1 2023, les achats de produits textile et métallurgique, dont les industries sont très concentrées dans les régions sinistrées du Sud-Est de la Turquie, sont en baisse (de respectivement -3,6 % à 1,8 Md EUR et -7,7 % à 762 MEUR). La part de marché des biens turcs en France augmente ainsi légèrement passant de 1,4 % à 1,6 %. La Turquie passe alors du 15<sup>e</sup> fournisseur de l'économie française à son 12<sup>e</sup> fournisseur<sup>22</sup>.

<sup>21</sup> Les données croisées du mois d'octobre ne sont pas encore disponibles.

<sup>22</sup> Données T3 2023 / T3 2022

# Azerbaïdjan : Coopération économique russo-azerbaïdjanaise : une intensification des échanges qui profite d'abord à la Russie

Les échanges commerciaux russo-azerbaïdjanaïses ont enregistré une forte progression depuis 2022, qui a toutefois d'abord profité à la Russie. Dans le secteur énergétique, les autorités russes ont multiplié les initiatives afin de trouver de nouveaux débouchés pour leurs hydrocarbures. Les investissements directs étrangers et les transferts de fonds de Russie vers l'Azerbaïdjan ont par ailleurs connu une nette accélération en 2022 dans le sillage du déclenchement du conflit en Ukraine.

❖ La progression des échanges commerciaux bilatéraux depuis 2022 a d'abord profité à la Russie

**Les échanges entre l'Azerbaïdjan et la Russie ont enregistré une nette progression en 2022 (+23,9% ; à 3,7 Md USD), qui s'est confirmée sur les neuf premiers mois de l'année en cours (+23,5% sur janvier-septembre 2023 en glissement annuel ; à 3,1 Md USD).** Dans le détail, les exportations azerbaïdjanaïses vers le voisin russe, composées majoritairement de produits agricoles, n'ont augmenté que de +5,9% en valeur en 2022, à 975 M USD. De fait, la Russie étant déjà le principal acheteur des fruits (95%) et légumes (84%) azerbaïdjanaïses, les marges potentielles de progression pour l'exportation de produits agricoles restent assez limitées. **L'Azerbaïdjan semble donc n'avoir profité que modérément de la réorientation d'une partie des achats russes** suite aux sanctions imposées par l'Union européenne et les Etats-Unis. La montée en puissance des ventes de matières plastiques (polyéthylène, polypropylène, etc.) devrait toutefois contribuer à dynamiser la croissance des exportations azerbaïdjanaïses vers la Russie (+37,7% sur janvier-septembre 2023 ; à 864 M USD).

**En sens inverse, les importations en provenance de Russie, premier fournisseur de l'Azerbaïdjan, ont progressé de +31,8%** en 2022, à 2,7 Md USD (+18,8% sur janvier-septembre 2023 ; à 2,3 Md USD). Ces dernières ont notamment été tirées par la multiplication par sept – en valeur – des achats de produits pétroliers (464 M USD en 2022, dont deux tiers de produits raffinés), en lien notamment avec la baisse temporaire de la production de la raffinerie de Bakou suite à des travaux de maintenance et de modernisation. Parmi les autres grands postes d'importation, les achats de céréales – principalement le blé, dont la Russie couvre selon les années de 75% à 100% des importations azerbaïdjanaïses malgré la volonté de Bakou de réduire cette dépendance – (374 M USD), de bois (248 M USD) et de fer (195 M USD) russes ont également progressé en 2022. Pour soutenir le flux des échanges et préserver l'approvisionnement du marché russe, notamment en produits alimentaires, Moscou a en outre procédé au début de sa guerre d'agression avec l'Ukraine à un allègement inédit des contrôles douaniers effectués à la frontière russo-azerbaïdjanaïse. Un troisième poste douanier a par ailleurs été ouvert à Khanoba en mars 2023 afin de fluidifier le flux des marchandises entre les deux pays.

**Au-delà des seuls échanges commerciaux bilatéraux, le tronçon azerbaïdjanaïse (« tronçon Ouest ») du Corridor ferroviaire international Nord-Sud (INSTC), qui relie la Russie à l'Océan indien en passant par l'Iran, a enregistré un doublement du transit de marchandises en 2022.** Cette tendance s'est poursuivie en 2023 avec une hausse de +210% du transit au premier semestre (388 000 tonnes). Les discussions pour la construction – d'ici 2027 – d'une voie ferrée de 165 km reliant Astara (Azerbaïdjan) à Rasht (Iran), dernier maillon manquant de l'INSTC, ont de plus connu des avancées significatives avec la signature de plusieurs accords entre la Russie et l'Iran en mai et juillet 2023 (financement russe à hauteur de 1,5 Md USD, implication des sociétés russes dans la construction). Ce projet devrait permettre à terme à la Russie et à l'Azerbaïdjan de disposer d'une connexion ferroviaire sans rupture de charge vers les ports iraniens.

❖ La Russie multiplie les initiatives pour trouver de nouveaux débouchés à ses hydrocarbures

**Les annonces et les discussions en faveur d'un renforcement de la coopération énergétique entre l'Azerbaïdjan et la Russie – et son corollaire, l'identification de nouveaux débouchés pour le pétrole et le gaz russes – se sont multipliées depuis un an.** A l'occasion de la visite à Moscou du ministre de l'Energie azerbaïdjanaïse Shahbazov, dans la cadre de la 6<sup>e</sup> édition de la *Russian Energy week* d'octobre 2023, le Vice-Premier ministre russe Novak a ainsi annoncé avoir entamé des discussions concernant

la livraison à l'Azerbaïdjan de (jusqu'à) 4 M de tonnes de pétrole russe par an via l'oléoduc Tikhoretsk-Bakou<sup>23</sup>. En se substituant au pétrole azerbaïdjanais pour l'alimentation des raffineries locales, ce pétrole russe pourrait permettre à Bakou de libérer des capacités supplémentaires à l'export – à des prix plus élevés – pour son propre brut.

**Cette proposition des autorités russes faisait écho à la signature quelques jours auparavant d'un accord entre l'entreprise russe Lukoil et la compagnie pétrolière nationale azerbaïdjanaise « SOCAR » pour la reprise des activités de raffinage de pétrole russe – interrompues à l'été 2023 pour des raisons de conformité aux sanctions selon certaines sources<sup>24</sup> – au sein de la raffinerie turque « STAR », contrôlée par SOCAR.** Cet accord prévoit notamment le raffinage d'environ 100 000 barils/jour de brut en échange d'un « prêt » de 1,5 Md USD de Lukoil. Pour mémoire, la raffinerie STAR, inaugurée à proximité d'Izmir en 2018, produit du diesel (46 M de barils en 2022) et du carburant pour avion (7 M de barils) principalement (97%) à destination du marché intérieur turc selon le régulateur turc de l'énergie (EPDK), ainsi que du naphta (1,6 M t) pour l'usine pétrochimique Petkim, adjacente à la raffinerie.

**Dans le domaine gazier, après une interruption de quatre ans, l'Azerbaïdjan a repris en décembre 2022 ses importations de gaz russe** à la faveur d'un accord signé entre SOCAR et la société russe Gazprom pour la livraison de 1 Md de m<sup>3</sup>d'ici la fin du premier trimestre 2023<sup>25</sup>. Cet achat – non renouvelé a priori – a permis à Bakou de satisfaire partiellement sa demande intérieure, en particulier celle de ses centrales thermiques, tout en économisant son propre gaz, destiné au marché export, notamment européen. Pour mémoire, l'Azerbaïdjan et l'UE ont signé en juillet 2022 un accord prévoyant une hausse de 150% d'ici 2027 – soit jusqu'à 20 Md de m<sup>3</sup>/an – des livraisons de gaz azerbaïdjanais (11,4 Md de m<sup>3</sup> en 2022). A noter par ailleurs que Bakou pourrait aussi bénéficier, à terme, de l'éventuelle création d'un « corridor gazier Nord-Sud » destiné à alimenter le Pakistan et l'Afghanistan en gaz russe via l'Azerbaïdjan et l'Iran (possiblement sous la forme d'un « swap » gazier) – le projet demeure toutefois à un stade très préliminaire.

❖ Les IDE et les transferts de fonds en provenance de Russie ont connu une nette accélération

**Au niveau des investissements, les flux entrants d'investissements directs étrangers (IDE) russes ont été multipliés par dix en 2022 en g.a., à 518 M USD, stimulés notamment par les secteurs de l'énergie** (achat de 9,99% supplémentaires du champ gazier Shah Deniz par Lukoil) **et des transports** (expansion des activités de Kamaz, localisation de la production de véhicules utilitaires légers de Sollers). Les deux grandes banques à capitaux russes du marché azerbaïdjanais, VTB – ciblée par les sanctions – et Yelo Bank, ont pour leur part poursuivi le développement de leurs activités dans le pays alors qu'IBA, première banque azerbaïdjanaise en termes d'actifs (à capitaux publics), est toujours présente en Russie. Sur les six premiers mois de 2023, les flux entrants d'IDE russes se sont élevés à 246 M USD (-12,2% en g.a.).

**La guerre d'agression de l'Ukraine par la Russie semble par ailleurs ne pas avoir eu de répercussions majeures au niveau démographique et social en Azerbaïdjan, contrairement aux craintes exprimées en début d'année 2022.** De fait, le conflit ne s'est pas traduit par un retour massif de la diaspora azerbaïdjanaise installée en Russie (près d'1 M de personnes) et en Ukraine (600 000 à 700 000), dont les conséquences sur un marché local de l'emploi déjà dégradé auraient pu être critiques le cas échéant. Le taux officiel de chômage est ainsi demeuré stable sur la période (autour de 6% de la population active).

**De plus, le tarissement redouté des transferts de fonds (« remittances ») en provenance de la diaspora – facteur non négligeable de stabilisation sociale, notamment pour les familles les plus modestes du pays – n'a finalement pas eu lieu.** Au contraire, les transferts venant de Russie ont été multipliés par près de cinq en 2022, à 3 Md USD, obéissant notamment à un réflexe de « mise à l'abri » des actifs par la diaspora azerbaïdjanaise après le déclenchement de la guerre – les banques azerbaïdjanaises ont opportunément enregistré une hausse équivalente des dépôts des non-résidents sur la même période (991 M USD fin 2022 contre 228 M USD fin 2021). L'année 2023 devrait néanmoins coïncider avec un « retour à la normale » comme semblent d'ores et déjà l'illustrer les

<sup>23</sup> Pour mémoire, l'Azerbaïdjan recourait par le passé à l'oléoduc Bakou-Tikhoretsk-Novorossiisk pour livrer – en sens inverse – son pétrole sur les marchés mondiaux (1,1 M t en 2021 selon Reuters), avant d'en suspendre l'usage en mai 2022.

<sup>24</sup> La filiale de trading de SOCAR est basée à Genève.

<sup>25</sup> Un peu moins de 0,9 Md de m<sup>3</sup> ont finalement été livrés selon les statistiques des Douanes azerbaïdjanaises.

premières statistiques de la *Banque centrale azerbaïdjanaise* sur les envois de fonds (baisse de 52,6% au 1<sup>er</sup> semestre 2023 en g.a., à 608 M USD).

**Contraint par des conditions d'entrée et de résidence sur le territoire azerbaïdjanais relativement strictes** – fermeture de la frontière terrestre avec la Russie depuis la pandémie de Covid 19, durée de séjour sans visa de résidence plafonnée à 3 mois par période de 6 mois, coût de la vie plus élevé, etc. –, **l'afflux de citoyens russes semble en outre avoir été plus encadré et limité que chez les voisins géorgien, arménien ou kazakhstanais**, même si des tensions inflationnistes ont pu être observées sur le marché immobilier, notamment à Bakou. Au niveau touristique, l'Azerbaïdjan a tout de même bénéficié d'un – logique – report des touristes russes, qui ont été près de 117 000 à visiter le pays entre janvier et septembre 2023, soit un peu plus du double que sur la même période de 2022.

# Azerbaïdjan : La Banque mondiale invite l'Azerbaïdjan accélérer ses efforts en matière de décarbonation

Le 29 novembre 2023, la Banque Mondiale a présenté son Rapport sur le Climat et le Développement de l'Azerbaïdjan (« CCDDR »). Le changement climatique et l'effort global en matière de décarbonation exacerbent doublement les vulnérabilités de l'Azerbaïdjan selon ce rapport. L'augmentation des investissements dans la décarbonation et la résilience locales apparaît dès lors dans l'intérêt même de l'économie azerbaïdjanaise. La Banque mondiale adresse plusieurs recommandations aux autorités azerbaïdjanaises pour soutenir la transition environnementale.

❖ Le changement climatique et l'effort global en matière de décarbonation exacerbent doublement les vulnérabilités de l'Azerbaïdjan

**L'économie de l'Azerbaïdjan est fortement dépendante du secteur des hydrocarbures. Le pétrole et le gaz représentent en effet plus de 90% des exportations et plus d'un tiers du PIB.** L'impératif de diversification apparaît ainsi d'autant plus pressant que le mouvement mondial de décarbonation tend à réduire la demande en hydrocarbures. De fait, une économie mondiale nette zéro en 2060 pourrait conduire à une diminution des exportations azerbaïdjanaises de près de 3,4% du PIB – par rapport au *statu quo* – selon le rapport de la Banque mondiale.

**Autre secteur clé de l'économie, l'agriculture est pour sa part de plus en plus exposée aux aléas liés au changement climatique.** Pour mémoire, si le secteur agricole contribue à moins de 8% du PIB, il représente en revanche 36% de l'emploi total et demeure crucial pour la subsistance des ménages ruraux (soit près de la moitié de la population). Les variations de température et de précipitations pourraient ainsi réduire les rendements des cultures pluviales de 14 à 20% d'ici 2060. Les cultures irriguées sont également menacées par les risques de pénuries d'eau, avec des baisses de rendement estimées à plus de 60% pour certaines cultures dans les régions méridionales et à plus de 20% dans le bassin oriental de la basse Kura. L'impact sur l'élevage devrait également être significatif selon la Banque mondiale.

**Ces risques de pénurie d'eau sont en outre exacerbés par la dépendance du pays aux sources transfrontalières.** Entre 50 et 70% des eaux de ruissellement de l'Azerbaïdjan proviennent en effet des États voisins, qui seront eux aussi confrontés à des défis similaires. En l'absence d'investissements *ad hoc*, les effets délétères du changement climatique sur les ressources en eau devraient également entraîner une baisse non-négligeable de la productivité au sein de l'économie. De fait, une importante proportion des entreprises azerbaïdjanaises est déjà confrontée à des restrictions d'accès à l'eau, qui contraignent leur activité.

❖ L'augmentation des investissements dans la décarbonation et la résilience locales est dans l'intérêt même de l'économie azerbaïdjanaise

**D'après la Banque mondiale, la politique environnementale actuelle de l'Azerbaïdjan ne lui permettra pas d'atteindre ses objectifs en matière de « contribution déterminée au niveau national (CDN) »** sans la mise en œuvre d'efforts supplémentaires – pour mémoire, l'Azerbaïdjan s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 35 % d'ici à 2030 et de 40 % d'ici à 2050 par rapport aux niveaux de 1990, mais n'a pas défini d'objectif net zéro. Pour atteindre ces objectifs, les autorités devront mettre en place des politiques volontaristes de soutien à l'amélioration de l'efficacité énergétique selon la Banque mondiale et porter la part des énergies renouvelables (EnR) dans le mix électrique à 20% d'ici à 2030 et 40% d'ici à 2050.

**En outre, une décarbonation plus rapide au niveau national permettrait de libérer plus tôt des capacités supplémentaires à l'export.** Dans l'hypothèse d'un scénario domestique net zéro, les ressources en gaz naturel disponibles pour l'exportation devraient ainsi augmenter de 35% d'ici 2060 selon la Banque mondiale dans le sillage de la baisse de la consommation domestique de gaz. Par ailleurs, un développement important des EnR pourrait soutenir l'émergence de nouvelles filières à l'export (hydrogène vert, électricité). Le secteur agricole azerbaïdjanais dispose également d'un potentiel avéré de résilience face à la hausse des températures et à une moindre disponibilité de

l'eau. La *Banque mondiale* estime à 16 Md USD jusqu'en 2060 l'effort d'investissement total nécessaire à la rénovation et à la modernisation des infrastructures d'irrigation du pays, ainsi qu'à l'introduction de pratiques agricoles intelligentes sur le plan climatique.

Ces différents investissements requerront toutefois la mise en place d'un cadre réglementaire adapté favorisant la mobilisation des capitaux privés. La *Banque mondiale* évalue en effet à 44,1 Md USD jusqu'en 2060 les dépenses totales nécessaires à la décarbonation (24,7 Md USD), dont 70% assumées par des investisseurs privés, et à la résilience (19,4 Md USD), principalement assumées par le secteur public, soit environ 3,2% du PIB cumulé.

❖ La Banque mondiale adresse plusieurs recommandations aux autorités azerbaïdjanaises pour soutenir la transition environnementale

**Les récents documents stratégiques de l'Azerbaïdjan ne tiennent pas suffisamment compte de l'ampleur des défis de décarbonation et d'adaptation auxquels le pays est confronté selon la *Banque mondiale*.** A court terme, l'institution recommande donc aux autorités azerbaïdjanaises de renforcer leurs capacités de planification économique et de développer un système d'évaluation intégré. Des ressources peuvent notamment être mobilisées au sein de la *Banque centrale d'Azerbaïdjan* et du *ministère des Finances* selon la *Banque mondiale*, qui propose en outre de renforcer le rôle opérationnel de la *Commission nationale sur le changement climatique*.

Le programme général de réforme économique de l'Azerbaïdjan, qui ambitionne de diversifier et de développer le secteur privé, devra également être mis à profit pour atténuer les conséquences du changement climatique et favoriser l'adaptation. La promotion de la concurrence et la suppression des distorsions du marché inciteront les entreprises à devenir plus efficaces dans leur utilisation des ressources selon la *Banque mondiale*. Le renforcement du cadre des affaires sera également de nature à soutenir les investissements privés favorables à la décarbonation. De même, l'amélioration de l'accès au financement pour les PME rurales devrait encourager l'évolution vers de nouvelles pratiques plus résilientes.

**En matière fiscale enfin, la *Banque mondiale* recommande de supprimer les subventions à l'énergie**, via notamment la déréglementation progressive des prix du gaz naturel, de l'électricité et des carburants, et de renforcer les mécanismes de marché pour la fixation des prix – en conjonction toutefois avec des mesures de protection sociale ciblées. L'institution invite par ailleurs les autorités à mettre en place un système de tarification du carbone afin de réduire – en contrepartie – les taxes sur les facteurs de production (travail, capital, foncier) et d'inciter les investissements dans les secteurs décarbonés.

# Géorgie : La Géorgie et le Middle Corridor

## ❖ Positionnement de la Géorgie vis-à-vis du Middle Corridor

**Le concept du Middle Corridor est régulièrement mis en avant par les autorités géorgiennes comme étant une priorité pour assurer la connectivité entre l'Asie et l'Europe à travers le Caucase.** Le Premier ministre géorgien Irakli Garibashvili met l'accent auprès des partenaires internationaux de la Géorgie sur les efforts consentis par le gouvernement en matière de développement des infrastructures pour rendre ce concept opérationnel (récemment à l'occasion du Global Gateway Forum à Bruxelles et du Silk Road Forum à Tbilissi en octobre 2023).

**La Géorgie se classe 79<sup>e</sup> sur 139 pays dans l'indice logistique international (LPI) de la Banque mondiale (2023). Le pays a gagné 40 places comparé au dernier classement en 2018 - qui comptait alors 160 pays, démontrant des améliorations sur la plupart des critères d'analyses** (douanes, expéditions internationales, compétence en matière de logistique, traçabilité et délais), à l'exception du développement des infrastructures. La principale limite au développement des capacités logistiques identifiée par les autorités reste l'obsolescence des infrastructures et le faible niveau d'automatisation des processus logistiques. Le gouvernement a ainsi adopté le 15 août dernier la stratégie nationale de transport et de logistique (2023-2030) de la Géorgie ainsi qu'un plan d'action 2023-2024. Reconnaisant dans sa stratégie le potentiel inexploité du Middle Corridor, le gouvernement entend mettre en œuvre une série de mesures afin de contribuer au développement de ce dernier :

- Création d'un système électronique unifié pour les procédures douanières et le traçage des conteneurs ;
- Envisager l'idée de développer un terminal pour la livraison de conteneurs vides en collaboration avec les sociétés de transport de conteneurs ;
- Mise en place de trains complets à horaire fixe pour assurer de la prévisibilité auprès des transporteurs de fret ;
- Conduire une politique de communication afin de développer l'utilisation des conteneurs en Géorgie ;
- Développer les services d'alimentation en conteneurs et de transport par ferry sur la mer Noire

En complément des actions menées au plan national, la Géorgie a récemment signé plusieurs accords avec les pays du Corridor pour faciliter le transit de biens :

- Signature le novembre 2022 d'un accord entre la Turquie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan d'un plan d'action sur 5 ans pour développer le Middle Corridor (2022-2027) ;
- Signature le 22 juin 2023 d'un accord entre la Géorgie, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan visant à réduire les délais opérationnels, éliminer les goulets d'étranglements (aux postes frontières notamment) et rationaliser le processus tarifaire pour faciliter le transit de biens entre les trois pays ;
- Le pays est membre de la Commission intergouvernementale TRACECA, créée en 1993, qui regroupe 13 pays de l'Union européenne, du Caucase et d'Asie-centrale et dont l'objectif premier est la facilitation du dialogue relatif au transport régional et au développement économique<sup>26</sup>.

## ❖ Appropriation du concept par les bailleurs internationaux

**Les bailleurs internationaux se sont appropriés le concept localement. La Banque mondiale a publié un rapport (novembre 2023) sur les investissements nécessaires et les politiques à mettre en œuvre afin de tripler le volume de fret entre le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et la Géorgie.** Les principales limites énoncées à une montée en puissance du Middle Corridor, comparé aux autres routes commerciales reliant l'Asie à l'Europe, restent les limites opérationnelles en matière de transport de

<sup>26</sup> Les pays membres sont Azerbaïdjan, Arménie, Géorgie, Iran, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie, Roumanie, Tadjikistan, Turquie, Ukraine et Ouzbékistan.

fret (manque d'infrastructures), les délais liés au passage des frontières et les coûts élevés de transbordement. Le commerce de biens à travers le Middle Corridor prend trois fois plus de temps qu'à travers la route du Nord (Russie) et le même temps que la voie maritime (à travers l'Océan indien). Si le trafic de conteneurs le long du Middle Corridor a augmenté de 33 % en 2022, la Banque fait état d'une diminution de 37 % du trafic sur les huit premiers mois de 2023 (en glissement annuel) sur cette même route en raison de l'inefficacité du Corridor. La Banque met en avant plusieurs recommandations afin de rendre le Middle Corridor plus opérationnel<sup>27</sup> tout en mettant l'accent sur l'importance de faire de cette route commerciale un Corridor économique afin de stimuler et assurer en premier lieu le commerce intrarégional.

La BERD a elle aussi réalisé un **rapport (juin 2023) qui se concentre davantage sur l'identification des routes de transports les plus soutenables connectant les cinq pays d'Asie centrale du Middle Corridor** (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan) et sur l'identification d'actions prioritaires pour le développement des infrastructures et de la connectivité.

La BAsD contribue principalement au développement du Middle Corridor à travers son programme **Central Asia Regional Economic Cooperation Program (CAREC)**, à travers lequel ont été réalisés plus de 47 Mds USD d'investissement depuis sa création en 1996. La Banque se concentre principalement sur les secteurs du transport, de l'énergie et sur la facilitation du commerce entre les pays bénéficiaires<sup>28</sup>. La connectivité régionale reste la pierre angulaire de ce programme (qui finance notamment le développement des autoroutes en Géorgie), avec pour objectif d'assurer la résilience des chaînes de valeurs et la diversification des approvisionnements des pays du Caucase et d'Asie centrale.

La BEI s'est aussi appropriée le concept et labélise le financement des infrastructures de connectivité en Géorgie comme la contribution de la Banque pour l'opérationnalisation du Middle Corridor (financement de la section Ubisa-Shorapan de l'autoroute est-ouest de la Géorgie, inauguré en octobre dernier).

#### ❖ Les principales infrastructures et investissements concernés en Géorgie

Bien que le concept du Middle Corridor concerne principalement les routes commerciales (et infrastructures associées), les autorités géorgiennes font régulièrement le lien entre les projets prioritaires du gouvernement et l'opérationnalisation du Corridor.

- **Concernant les infrastructures ferroviaires**, la mise en service complète et définitive de la liaison Bakou-Tbilissi-Kars devrait être achevée en 2024 selon le gouvernement et contribuera à améliorer la connectivité régionale. La stratégie de transport pour 2030 ambitionne de restructurer la société nationale de chemins de fer (Georgian Railways) afin de lui permettre d'augmenter ses capacités de transit de fret. Est à noter que les sociétés nationales de chemin de fer de Géorgie (Georgian Railways), d'Azerbaïdjan (Azerbaijan Railways) et du Kazakhstan (Temir Zholy national railway company) ont annoncé en juin 2023 la création d'une Joint-venture afin de développer le transport multimodal à travers le Middle corridor.
- **Le projet de câble sous-marin (Black Sea Cable), vise à renforcer l'interconnexion des réseaux électriques de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de Roumanie et de la Hongrie à travers l'installation de plus de 1 200 kms de câble** (d'une capacité de 1GW) sous la mer noire entre la Géorgie et la Roumanie. Il n'existe à ce jour qu'un seul câble sous-marin traversant la mer noire. L'objectif de ce projet est d'exporter de l'électricité provenant de sources renouvelables du Caucase vers l'Union européenne. Les représentants des quatre gouvernements se sont accordés en juillet dernier pour qu'une Joint-venture soit établie entre les électriciens des quatre pays afin de piloter la gestion du projet et gérer l'achat et la vente d'électricité à travers le câble. Les représentants de ces quatre pays et de la Bulgarie ont signé fin novembre 2023 une déclaration d'intention pour renforcer leur coopération en matière d'énergie verte (Green Energy Corridor) et assurer une coordination des politiques nationales tout en favorisant le développement commun de projets innovants. Une plateforme commune sera créée à cette fin, ce qui laisse présager de ce que la Bulgarie rejoigne le projet de Black Sea Cable (après en avoir exprimé le souhait). L'Arménie et la Moldavie ont aussi fait

<sup>27</sup> i) Faire du Middle Corridor un *Corridor économique* et non pas uniquement une infrastructure de transport de fret ; ii) proposer des solutions logistiques adressant le commerce sur le Corridor dans son ensemble ; iii) simplifier les processus et procédures le long du Corridor (échanges de données, paiements, douanes, coopération entre sociétés de rail, etc.) ; iv) digitaliser le Corridor (transparence sur contrôles réglementaires aux frontières) ; v) continuer à développer les infrastructures permettant de rendre le Corridor opérationnel, tout en assurant une priorisation efficace.

<sup>28</sup> Afghanistan, Azerbaïdjan, Chine, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Mongolie, Pakistan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan

part de leur intérêt à rejoindre le projet. Il est également prévu qu'un câble de fibre optique soit posé en complément du câble électrique afin de renforcer la connectivité internet et le transfert de données entre les pays concernés.

- **Le gouvernement géorgien a fait part de son objectif de construire dès 2024 un nouvel aéroport international à Tbilissi.**
- **Concernant les infrastructures portuaires**, le gouvernement ambitionne de relancer le projet de construction d'un port en eau profonde à Anaklia (qui serait le premier port en eau profonde de la côte orientale de la mer Noire). Le Premier ministre Irakli Garibashvili a annoncé en décembre 2022 que l'Etat détiendrait 51 % des parts de ce projet d'infrastructure, tandis que les 49 % seront octroyés à des investisseurs privés sur la base d'un appel d'offre international.

❖ Points d'attention utiles

**Si le Middle Corridor gagne en traction depuis la mise en place de sanctions internationales à l'encontre de la Russie, il est estimé que plus de 600 Mds USD d'investissements sont nécessaires pour rendre cette voie commerciale opérationnelle et compétitive** comparé aux routes commerciales du nord et du sud. Bien que le volume de biens échangés à travers le Middle Corridor soit en augmentation, il ne représente à ce jour que 5 à 10 % des volumes échangés par le Corridor du nord (traversant la Russie). Au vu des capacités limitées du gouvernement géorgien (et de sa politique de rigueur budgétaire conduisant le pays à limiter son endettement), il est peu probable de voir le Middle Corridor prendre une place conséquente dans le commerce de biens entre l'Asie et l'Europe sur le court-terme.

**Selon l'analyse de la Banque mondiale, le Middle Corridor aurait par ailleurs vocation à rester une route commerciale principalement régionale, et ce même dans l'hypothèse d'un Corridor fonctionnel avec les infrastructures adéquates.** Sur les 49 000 trains qui ont connecté la Chine à l'Union européenne entre 2014 et 2021, le transit à travers le Corridor du Milieu a représenté sur la période seulement 4 % du volume total des échanges.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[Trésor-International | Direction générale du Trésor \(economie.gouv.fr\)](#)

Responsable de publication : Service économique régional d'Ankara  
[abdenor.brahmi@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdenor.brahmi@dgtresor.gouv.fr) ; [orhan.chiali@dgtresor.gouv.fr](mailto:orhan.chiali@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER d'Ankara, SE de Bakou, SE de Tbilissi

Abonnez-vous : [juliette.diebolddemellis@dgtresor.gouv.fr](mailto:juliette.diebolddemellis@dgtresor.gouv.fr)